I

(Actes dont la publication est une condition de leur applicabilité)

RÈGLEMENT (CE) Nº 889/2005 DU CONSEIL

du 13 juin 2005

instituant certaines mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo et abrogeant le règlement (CE) nº 1727/2003

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité instituant la Communauté européenne, et notamment ses articles 60 et 301,

vu la position commune 2005/440/PESC du 13 juin 2005 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo ([1]),

vu la proposition de la Commission,

considérant ce qui suit:

(1) La position commune 2002/829/PESC du Conseil du 21 octobre 2002 ([2]) a imposé un embargo sur la fourniture d'armes et de matériels connexes à la République démocratique du Congo («RDC»).

(2) Le 28 juillet 2003, le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé, dans sa résolution 1493 (2003), d'imposer un embargo sur la fourniture d'armes et de matériels connexes ainsi que sur la fourniture d'une aide, de conseils ou d'une formation en rapport avec des activités militaires à tous les groupes et milices armés opérant sur le territoire du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de l'Ituri, ainsi qu'aux groupes non signataires de l'accord global et inclusif, en RDC.

(3) La position commune 2003/680/PESC du Conseil prévoit l'alignement de la position commune 2002/829/PESC sur les mesures fixées par la résolution 1493 (2003) du Conseil de sécurité des Nations unies. Certaines de ces mesures ont été mises en œuvre au niveau communautaire par le règlement (CE) nº 1727/2003 du Conseil ([3]).

(4) Étant donné que des armes continuent à entrer et à circuler de manière illicite en RDC, le Conseil de sécurité des Nations unies, agissant au titre du chapitre VII de la Charte des Nations unies, a adopté la résolution 1596 (2005) du 18 avril 2005 qui, entre autres, étend l'actuel embargo sur les armes à tout destinataire sur le territoire de la République démocratique du Congo. La résolution 1596 (2005) prévoit certaines exceptions à l'embargo.

(5) La position commune 2005/440/PESC confirme l'embargo et l'interdiction de fournir une assistance connexe figurant dans la position commune 2002/829/PESC et prévoit une exception supplémentaire à l'embargo sur les armes et à l'interdiction de fournir une assistance connexe, afin d'aligner la liste des exceptions sur la résolution 1596 (2005).

(6) L'interdiction de fournir une assistance technique et financière liée à des activités militaires entre dans le champ d'application du traité. Afin d'éviter toute distorsion de concurrence, des mesures communautaires sont par conséquent nécessaires pour la mise en œuvre de cette interdiction dans la mesure où la Communauté est concernée.

(7) Aux fins du présent règlement, il convient que le territoire de la Communauté soit réputé englober les territoires des États membres auxquels le traité est applicable, dans les conditions fixées par celui-ci.

(8) Pour des raisons de commodité, la Commission devrait être autorisée à modifier l'annexe du présent règlement.

(9) Pour garantir l'efficacité des mesures arrêtées dans le présent règlement, ce dernier doit entrer en vigueur le jour de sa publication.

(10) Par souci de clarté, il y a lieu de remplacer le règlement (CE) nº 1727/2003 par un nouveau règlement comportant l'ensemble des dispositions applicables concernant l'interdiction de fournir une assistance technique et financière en rapport avec des activités militaires en RDC,

([1]) Voir page 22 du présent Journal officiel.
([2]) JO L 285 du 23.10.2002, p. 1. Position commune modifiée par la position commune 2003/680/PESC (JO L 249 du 1.10.2003, p. 64).
([3]) JO L 249 du 1.10.2003, p. 5. Règlement modifié par le règlement nº 1567/2004 de la Commission (JO L 285 du 4.9.2004, p. 10).

A ARRÊTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier

Aux fins du présent règlement, on entend par:

1) «assistance technique», tout appui technique assuré en liaison avec la réparation, le développement, la fabrication, le montage, les essais, l'entretien ou tout autre service technique, et qui peut prendre les formes suivantes: instruction, conseils, formation, transmission des connaissances ou qualifications opérationnelles ou services de conseil; cette assistance technique inclut l'assistance assurée oralement;

2) «Comité des sanctions», le comité du Conseil de sécurité des Nations unies créé en application du paragraphe 8 de la résolution 1533 (2004) du Conseil de sécurité des Nations unies.

Article 2

Il est interdit:

a) d'accorder, de vendre, de fournir ou de transférer une assistance technique en rapport avec des activités militaires, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en RDC, ou aux fins d'une utilisation dans ce pays;

b) de fournir un financement ou une assistance financière en rapport avec des activités militaires, en particulier des subventions, des prêts ou une assurance-crédit à l'exportation, à l'occasion de toute vente, toute fourniture, tout transfert ou toute exportation d'armes et de matériels connexes ou de toute offre, toute vente, toute fourniture ou tout transfert d'assistance technique ou d'autres services connexes, directement ou indirectement, à toute personne, toute entité ou tout organisme en RDC, ou aux fins d'une utilisation dans ce pays;

c) de participer volontairement et délibérément à des activités ayant pour objet ou pour effet direct ou indirect de promouvoir les opérations visées aux points a) et b).

Article 3

1. Par dérogation à l'article 2, l'autorité compétente — visée à l'annexe — de l'État membre dans lequel le prestataire des services est établi peut autoriser:

a) la fourniture d'une assistance technique, d'un financement et d'une assistance financière liés à des armes et à des matériels connexes, lorsque cette aide est exclusivement destinée à appuyer la Mission de l'Organisation des Nations unies en RDC («MONUC») ou à être utilisée par celle-ci;

b) la fourniture d'une assistance technique, d'un financement et d'une assistance financière liés à des armes et à des matériels connexes, lorsque cette aide est exclusivement destinée à appuyer des unités de l'armée et de la police de la RDC ou à être utilisée par celles-ci, dès lors que lesdites unités:

i) auront achevé le processus de leur intégration,

ii) opéreront, respectivement, sous le commandement de l'état-major intégré des Forces armées ou de la Police nationale de la RDC, ou

iii) seront en cours d'intégration, sur le territoire de la République démocratique du Congo en dehors des provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et du district d'Ituri;

c) la fourniture d'une assistance technique, d'un financement et d'une assistance financière liés à du matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection, lorsque la fourniture d'une assistance ou de services de ce type a été notifiée à l'avance au Comité des sanctions.

2. Aucune autorisation n'est accordée pour des activités ayant déjà eu lieu.

Article 4

La Commission et les États membres s'informent sans délai des mesures prises en application du présent règlement et se communiquent toute autre information utile dont ils disposent en rapport avec le présent règlement, notamment celles qui concernent les violations du présent règlement, les problèmes rencontrés dans sa mise en œuvre et les jugements rendus par les juridictions nationales.

Article 5

1. La Commission est compétente pour modifier l'annexe sur la base des informations fournies par les États membres.

2. Sans préjudice des droits et obligations des États membres au titre de la Charte des Nations unies, la Commission entretient avec le Comité des sanctions tous les contacts nécessaires aux fins de la bonne mise en œuvre du présent règlement.

Article 6

Les États membres déterminent le régime des sanctions applicables aux violations des dispositions du présent règlement et prennent toutes les mesures nécessaires pour garantir leur mise en œuvre. Les sanctions doivent être effectives, proportionnées et dissuasives.

Les États membres notifient ce régime à la Commission, sans délai, après l'entrée en vigueur du présent règlement et l'informent aussi de toute modification ultérieure de celui-ci.

Article 7

Le présent règlement s'applique:

a) au territoire de la Communauté, y compris à son espace aérien et à bord de tout aéronef ou de tout navire relevant de la juridiction d'un État membre;

b) à tout ressortissant d'un État membre, à l'intérieur ou à l'extérieur de la Communauté;

c) à toute personne morale, toute entité ou tout groupe qui est établi ou constitué selon la législation d'un État membre;

d) à toute personne morale, toute entité ou tout groupe qui réalise des opérations commerciales dans la Communauté.

Article 8

Le règlement (CE) n° 1727/2003 est abrogé.

Article 9

Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Luxembourg, le 13 juin 2005.

Par le Conseil

Le président

J. ASSELBORN

ANNEXE

Liste des autorités compétentes visées à l'article 3, paragraphe 1

BELGIUM

Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest/Ministère de la Région de Bruxelles — Capitale
Directie Externe Betrekkingen/Direction des Relations extérieures
City Center
Kruidtuinlaan/Boulevard du Jardin Botanique 20
B-1035 Brussel/Bruxelles
Téléphone: (32-2) 800 37 59 (Cédric Bellemans)
Fax: (32-2) 800 38 20
cbellemans@mrbc.irisnet.be

Région wallonne:
Cabinet du Ministre-Président du Gouvernement wallon
Rue Mazy, 25-27
B-5100 Jambes-Namur
Téléphone: (32-81) 33 12 11
Fax: (32-81) 33 13 13

Vlaams Gewest:
Administratie Buitenlands Beleid
Boudewijnlaan 30
B-1000 Brussel
Tel. (32-2) 553 59 28
Fax: (32-2) 553 60 37

CZECH REPUBLIC

Ministerstvo průmyslu a obchodu
Licenční správa
Na Františku 32
110 15 Praha 1
Tel. + 420 2 24 06 27 20
Tel. + 420 2 24 22 18 11

Ministerstvo financí
Finanční analytický útvar
P.O. BOX 675
Jindřišská 14
111 21 Praha 1
Tel. + 420 2 5704 4501
Fax + 420 2 5704 4502

Ministerstvo zahraničních věcí
Odbor Společné zahraniční a bezpečnostní politiky EU
Loretánské nám. 5
118 00 Praha 1
Tel. + 420 2 2418 2987
Fax + 420 2 2418 4080

DENMARK

Erhvervs- og Byggestyrelsen
Langelinie Allé 17
DK-2100 København Ø
Tlf. (45) 35 46 62 81
Fax (45) 35 46 62 03

Udenrigsministeriet
Asiatisk Plads 2
DK-1448 København K
Tlf. (45) 33 92 00 00
Fax (45) 32 54 05 33

Justitsministeriet
Slotsholmsgade 10
DK-1216 København K
Tlf. (45) 33 92 33 40
Fax (45) 33 93 35 10

GERMANY

Concerning financing and financial assistance:
Deutsche Bundesbank
Servicezentrum Finanzsanktionen
Postfach
D-80281 München
Tel. (49) 89 28 89 38 00
Fax (49) 89 35 01 63 38 00

Concerning technical assistance:
Bundesamt für Wirtschaft und Ausfuhrkontrolle (BAFA)
Frankfurter Straße 29—35
D-65760 Eschborn
Tel. (49) 61 96 908-0
Fax (49) 61 96 908-800

ESTONIA

Eesti Välisministeerium
Islandi väljak 1
15049 Tallinn
Tel.: + 372 6317 100
Faks: + 372 6317 199

GREECE

Ministry of Economy and Finance
General Directorate for Policy Planning and Management
Address Kornarou Str.
105 63 Athens
Τηλ.: + 30 210 3286401-3
Φαξ: + 30 210 3286404

Υπουργείο Οικονομίας και Οικονομικών
Γενική Δ/νση Σχεδιασμού και Διαχείρισης Πολιτικής
Δ/νση: Κορνάρου 1,
Τ.Κ. 101 80 Αθήνα — Ελλάς
Τηλ.: + 30 210 3286401-3
Φαξ: + 30 210 3286404

SPAIN

Ministerio, de Industria Turismo y Comercio
Secretaría General de Comercio Exterior
Paseo de la Castellana, 162
E-28046 Madrid
Tel. (34) 913 49 38 60
Fax (34) 914 57 28 63

FRANCE

Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie
Direction générale des douanes et des droits indirects
Cellule embargo — Bureau E2
Tél.: (33) 1 44 74 48 93
Télécopie: (33) 1 44 74 48 97

Direction générale du Trésor et de la politique économique
Service des affaires multilatérales et du développement
Sous-direction Politique commerciale et investissements
Service Investissements et propriété intellectuelle
139, rue du Bercy
F-75572 Paris Cedex 12
Tél.: (33) 1 44 87 72 85
Télécopie: (33) 1 53 18 96 55

Ministère des affaires étrangères
Direction générale des affaires politiques et de sécurité
Direction des Nations unies et des organisations internationales
Sous-direction des affaires politiques
Tél.: (33) 1 43 17 59 68
Télécopie: (33) 1 43 17 46 91
Service de la politique étrangère et de sécurité commune
Tél.: (33) 1 43 17 45 16
Télécopie: (33) 1 43 17 45 84

IRELAND

United Nations Section
Department of Foreign Affairs,
Iveagh House
79-80 Saint Stephen's Green
Dublin 2
Tel. + 353 1 478 0822
Fax + 353 1 408 2165

Central Bank and Financial Services Authority of Ireland
Financial Markets Department
Dame Street
Dublin 2
Tel. + 353 1 671 6666
Fax + 353 1 679 8882

ITALY

Ministero degli Affari Esteri
Piazzale della Farnesina, 1
I-00194 Roma
D.G.A.S. — Ufficio III
Tel. (39) 06 3691 8221
Fax (39) 06 3691 5296
U.A.M.A.
Tel. (39) 06 3691 3605
Fax (39) 06 3691 8815

CYPRUS

Ministry of Commerce, Industry and Tourism
6 Andrea Araouzou
1421 Nicosia
Tel.: + 357 22 86 71 00
Fax: + 357 22 31 60 71

Central Bank of Cyprus
80 Kennedy Avenue
1076 Nicosia
Tel.: + 357 22 71 41 00
Fax: + 357 22 37 81 53

Ministry of Finance (Department of Customs)
M. Karaoli
1096 Nicosia
Tel. + 357 22 60 11 06
Fax + 357 22 60 27 41/47

LATVIA

Latvijas Republikas Ārlietu ministrija
Brīvības iela 36
Rīga LV 1395
Tālr. Nr.: (371) 7016 201
Fakss: (371) 7828 121

LITHUANIA

Ministry of Foreign Affairs
Security Policy Department
J. Tumo-Vaizganto 2
LT-01511 Vilnius
Tel. + 370 5 2362516
Fax + 370 5 2313090

LUXEMBOURG

Ministère de l'économie et du commerce extérieur
Office des licences
BP 113
L-2011 Luxembourg
Tél.: (352) 478 23 70
Fax: (352) 46 61 38
mail: office.licences@mae.etat.lu

Ministère des affaires étrangères et de l'immigration
Direction des affaires politiques
5, rue Notre-Dame
L- 2240 Luxembourg
Tél.: (352) 478 2421
Fax: (352) 22 19 89

HUNGARY

Ministry of Economic Affairs and Transport — Hungarian Trade Licencing
Office Margit krt. 85.
H-1024 Budapest
Hungary
Postbox: H-1537 Budapest Pf.: 345
Tel. + 36-1-336-7327

Gazdasági és Közlekedési Minisztérium – Magyar Kereskedelmi Engedélyezési
Hivatal Margit krt. 85.
H-1024 Budapest
Magyarország
Postafiók: 1537 Budapest Pf.: 345
Tel. + 36-1-336-7327

MALTA

Bord ta' Sorveljanza dwar is-Sanzjonijiet
Direttorat ta' l-Affarijiet Multilaterali
Ministeru ta' l-Affarijiet Barranin
Palazzo Parisio
Triq il-Merkanti
Valletta CMR 02
Tel. + 356 21 24 28 53
Fax + 356 21 25 15 20

NETHERLANDS

Ministerie van Economische Zaken
Belastingdienst/Douane Noord
Postbus 40200
8004 De Zwolle
Telefoon: (31-38) 467 25 41
Telefax: (31-38) 469 52 29

AUSTRIA

Bundesministerium für Wirtschaft und Arbeit
Abteilung C2/2 (Ausfuhrkontrolle)
Stubenring 1
A-1010 Wien
Tel. (+ 43-1) 711 00-0
Fax (+ 43-1) 711 00-8386

POLAND

Organ koordynujący:

Ministerstwo Spraw Zagranicznych
Departament Prawno-Traktatowy
Al. J. Ch. Szucha 23
00–580 Warszawa
Polska
tel.: (+ 48 22) 523 94 27 lub 93 48
fax: (+ 48 22) 523 83 29

Organy współpracujące:

Ministerstwo Obrony
Departament Prawny
ul. Klonowa 1
00–909 Warszawa
Polska
tel.: (+ 48 22) 687 15 84
fax: (+ 48 22) 687 16 97

Ministerstwo Gospodarki i Pracy
Departament Kontroli Eksportu
Plac Trzech Krzyży 3/5
00–507 Warszawa
Polska
tel.: (+ 48 22) 693 51 71
fax: (+ 48 22) 693 40 33

PORTUGAL

Ministério dos Negócios Estrangeiros
Direcção-Geral dos Assuntos Multilaterais
Largo do Rilvas
P-1350-179 Lisboa
Tel. (351) 21 394 60 72
Fax (351) 21 394 60 73

Ministério das Finanças
Direcção-Geral dos Assuntos Europeus e Relações Internacionais
Avenida Infante D. Henrique, n.º 1, C 2.º
P-1100 Lisboa
Tel. (351) 21 882 3390/8
Fax (351) 21 882 3399

SLOVENIA

Ministrstvo za zunanje zadeve
Prešernova 25
SI-1000 Ljubljana
Tel. 00386 1 4782000
Faks: 00386 1 4782341

Ministrstvo za gospodarstvo
Kotnikova 5
SI-1000 Ljubljana
Tel. 00386 1 4783311
Faks: 00386 1 4331031

Ministrstvo za obrambo
Kardeljeva pl. 25
SI-1000 Ljubljana
Tel. 00386 1 4712211
Faks: 00386 1 4318164

SLOVAKIA

Ministerstvo hospodárstva Slovenskej republiky
Mierová 19
827 15 Bratislava 212
Tel.: 00421/2/4854 1111
Fax: 00421/2/4333 7827

Ministerstvo financií Slovenskej republiky
Štefanovičova 5
P.O. BOX 82
817 82 Bratislava
Tel.: 00421/2/5958 1111
Fax: 00421/2/5249 8042

FINLAND

Ulkoasiainministeriö/Utrikesministeriet
PL/PB 176
FIN-00161 Helsinki/Helsingfors
P./Tfn (358-9) 16 00 5
Faksi/Fax (358-9) 16 05 57 07

Puolustusministeriö/Försvarsministeriet
Eteläinen Makasiinikatu 8 / Södra Magasinsgatan 8
FIN-00131 Helsinki/Helsingfors
PL/PB 31
P./Tfn (358-9) 16 08 81 28
Faksi/Fax (358-9) 16 08 81 11

SWEDEN

Inspektionen för strategiska produkter (ISP)
Box 70 252
107 22 Stockholm
Tfn (46-8) 406 31 00
Fax (46-8) 20 31 00

UNITED KINGDOM

Sanctions Licensing Unit
Export Control Organisation
Department of Trade and Industry
4 Abbey Orchard Street
London SW1P 2HT
Tel. (44) 20 7215 0594
Fax (44) 20 7215 0593

EUROPEAN COMMUNITY

Commission of the European Communities
Directorate-General for External Relations
Directorate Common Foreign and Security Policy (CFSP) and European Security and Defence Policy (ESDP): Commission Coordination and contribution
Unit A.2: Legal and institutional matters, CFSP Joint Actions, Sanctions, Kimberley Process
CHAR 12/163
B-1049 Bruxelles/Brussel
Tel. (32-2) 296 25 56
Fax (32-2) 296 75 63
E-mail: Relex-Sanctions@cec.eu.int